



Compte-rendu Comité de liaison Citoyen COVID-19

Samedi 5 décembre 2020, Hôtel de Ville de Grenoble

Présent.es au comité en tant que participant.es :

- 9 représentant.es d'acteurs locaux grenoblois.es de différents domaines d'action (Charuel Florent, Triskel Dong Hai-Viet Vo Dao ; Crestani Julie, EHPAD Saint-Bruno ; De Bouvier Jacques, IRFSS Grenoble ; Farvaque Régis, Union de quartier Géants Baladins ; Koudim Lara, PEEP Jean Jaurès ; Lauriot Alain, Union de quartier Confluences ; Marc Emmy, Union des Etudiants de Grenoble ; Mary Camille, ONG Santé diabète ; Mino Véronique, MJC Lucie Aubrac)
- 5 habitant.es tiré.es au sort (Broc Antoine ; Gilbert Nathalie ; Kuhn Alexis ; Le Meur Eric ; Monnet André).

Répartition par âge des membres du comité du 7 novembre 2020

	Moins de 29 ans	30 à 59 ans	Plus de 60 ans
Ensemble des tiré.es au sort	32%	45%	23%
Présent.es au comité	21%	50%	29%

Répartition de la population grenobloise en 2017¹

	Moins de 29 ans	30 à 59 ans	Plus de 60 ans
Population grenobloise	45%	35%	20%

Quatre secteurs de la ville sont représentés par les habitant.es tiré.es au sort (les personnes absentes habitant dans les deux secteurs manquants), ainsi que neuf domaines d'actions pour les acteurs volontaires (sur les douze identifiés) ; 7 femmes et 7 hommes étaient présent.es, dont 2 personnes de moins de 25 ans.

Autres personnes présentes, non participant.es au comité :

- Nathalie Jeauffroy, Facilitatrice, Animatrice du comité
- Laurence Creton-Cazanave, Juliette Picardeau, Juliette Picardeau, Laura Chazel, sociologues, observatrices
- Diego Fernandez-Varas, Directeur de Projet démocratie locale
- Thibault Jouannic, Chargé de mission démocratie locale à la mairie de Grenoble, prise de notes

¹ Sources : Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020. En lifne, consulté le 13/11/2020, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-38185#chiffre-cle-8>.

Une seule mesure a été soumise à avis du comité :

- **Accompagnement de la réouverture des commerces et adaptation des flux sur l'espace public**

1. **Avis du comité sur la mesure**

Concernant cette mesure, les éléments suivants ont été soulevés :

- Elle constitue le fruit d'une réflexion jugée adéquate et paraît justifiée. L'objectif de limiter les regroupements se traduit par des règles, qui doivent laisser le système fonctionner tout en limitant les risques sanitaires. Un minimum d'aide aux commerçants paraît pertinente.
- La mesure formalise un état de fait qui est apparu en ville depuis deux mois, parfois de façon sauvage : l'utilisation des trottoirs par les commerçants.
- Enfin, elle permettra *a priori* de limiter les files d'attentes.

Au vu des éléments ci-dessus, le comité de liaison citoyen prononce un avis globalement favorable à la mesure, (7 avis favorables, 5 avis plutôt favorable, 1 personne sans avis et 1 personne qui ne prend pas part au vote. Néanmoins, des réticences et plusieurs points de vigilances ont également été soulevés :

- **La répartition entre les rues et commerces qui seront touchés est une problématique partagée au sein du comité**, elle recouvre plusieurs problématiques :
 - Il peut y avoir une **iniquité entre les commerces** : il y a un doute sur le fait que les petits commerces puissent gérer l'extérieur et l'intérieur de leur magasin en même temps. Cela pourrait favoriser les plus grands commerces qui ont plus de personnel.
 - Pourtant, il faut que les petits commerces continuent à vivre, d'autant qu'il n'y a pas de preuves qu'il y a plus de contaminations dans les petits commerces.
 - Il y a une attention à avoir sur l'application en fonction des différents quartiers, il y aura donc besoin d'un **retour régulier sur la mesure, d'un suivi, pour l'adapter au fur et à mesure.**
- S'il s'agit de désengorger les commerces, la création d'une plateforme par la municipalité pourrait aider à **développer le *click and collect*** pour les commerces, notamment en lien avec les étudiant.es.
 - Le *click and collect* avait été mis en place, notamment pour les commerçants qui sont sur le marché de Noël. Il y avait eu Place Ste Claire un bouclage des voitures qui ne pouvaient plus passer dans le quartier ; cela avait été fait aussi ailleurs. Comme la mesure est similaire, comment faire pour permettre la bonne circulation des voitures et l'extension des commerces vers l'extérieur ?
- La question de la compétence du comité en la matière a été soulevé : malgré la concertation avec les commerces, ce sont à eux de décider.
- **La question des horaires a également été évoquée.** Quel rôle la ville ou La Métro peuvent jouer par rapport au niveau national, pour étendre les horaires des

commerces ? Cela permettrait de déconcentrer et de réduire la densité de fréquentation, de raccourcir les files d'attente et de limiter le risque d'une troisième vague, au regard des nouvelles jauges imposées aux commerces pour leur réouverture.

- L'équité entre les commerces nécessite néanmoins d'être très vigilant sur l'extension des horaires d'ouverture, qui n'auront peut-être pas toute la possibilité d'ouvrir de la façon dont elle le souhaite, notamment en raison du manque de personnel.
- Le couvre-feu à 21h ne permettra pas d'étendre les horaires des commerçants, comment pallier cet état de fait ?

- **La question de la logistique** a également été soulevée comme une question importante : qui s'occupe des barrières par exemple, quels sont les coûts de la mesure, quels sont les services qui les mettent en place ? Qui assure les moyens logistiques et financiers de cette mesure ?
 - Dans la mesure où il s'agit d'un partenariat avec La Métro, en termes logistiques, qui prend en charge ?
 - **Que faire pour aider les commerçants pour la régulation de la file d'attente ?** Les gens seront quand même concentrés, les commerçants ne pourront pas contrôler que les distances soient respectées. Il faudrait des personnes en soutien qui vérifient que les distances soient respectées.
 - La ville pourrait-elle **mettre à disposition des agents pour prévenir et sensibiliser** ? Il s'agirait de soutenir les commerçants par des moyens humains également.
- **Une aide à l'embauche chez les jeunes pourrait être bénéfique**, certains ont perdu leur emploi lors du premier confinement : la ville pourrait les embaucher, notamment étudiants mais pas seulement, **pour réguler l'espace public et aider les commerçants**. Cette proposition fait l'unanimité du comité, qui rappelle également que les étudiants sont dans une grande précarité.
 - Lorsque les jeunes sont accusés d'avoir participé à la deuxième vague, les intégrer dans la prévention des risques paraît être une initiative pleine de sens.

2. Temps de débat sur la prévention de la troisième vague

Fêtes de fin d'années et limitation des contaminations : quel rôle pour la ville de Grenoble dans les actions de prévention ?

*De façon générale, le principe d'une **communication positive de la part de la ville**, placée sous le signe de la **sérénité pour les fêtes de fin d'années**, et pour l'avenir, a été retenu et a fait consensus. Cette communication doit **être accompagnée de conseils précis** (inexistants au niveau national), **et d'une campagne de tests massive**. **Les oppositions dans les débats** (pro ou anti-masques, pro ou anti-vaccins, jeunes versus vieux dans la propagation du virus), **la multiplication des injonctions**, entravant parfois les libertés notamment chez les personnes âgées, ont été pointés comme néfastes. **Les dégâts psychologiques** qui commencent à émerger, additionnés à ces éléments, **ne laissent la place, selon le comité, que pour une communication qui responsabilise les personnes, dans une attitude non infantilisante, bienveillante, et d'autonomisation des personnes.***

La discussion sur le sujet peut être regroupée en 4 grands thèmes :

- Une communication de la ville positive et qui conseille sur des points précis
 - Une campagne de tests massive, avant, pendant et après les fêtes
 - L'inclusion des personnes démunies dans ces campagnes de tests et de communication
 - La problématique des moyens de communication adéquats
- **Une communication positive, axée sur la sérénité, a été jugée essentielle par le comité.** Ce type de communication ne prévalant pas à l'échelon national, la ville de Grenoble pourrait se positionner comme tel.
- Il y a assez de messages restrictifs au niveau national : la ville ne doit pas forcément être plus restrictive qu'au niveau national.
 - **Il ne faut pas être stigmatisant sur la communication** : ni sur les jeunes, si sur les personnes âgées. Par ailleurs, il ne faudrait pas que les personnes âgées se retrouvent seules : elles ont le droit au risque. Il ne faudrait pas que les jeunes n'aillent plus voir leurs grands-parents, le lien social étant également primordial.
 - **La sérénité pourrait être le mot d'ordre de la communication** et des actions de la part de la mairie : vaccination, communication (sans stigmatisation). Cultiver la sérénité plus que la peur, en se donnant les moyens de cette sérénité.
 - Il peut y avoir un **rejet de l'autorité si la ville communique négativement**. Donc la communication positive peut être une façon d'aborder la question qui aura un réel effet si les gens se sentent encouragés, sans directives nouvelles, qui tombent régulièrement ces derniers temps.
- **La communication de la ville doit donner des exemples concrets**, les mesures du gouvernement étant floues. **La ville pourrait donner des recommandations, proposer des actions concrètes :**
- Par exemple, si vous êtes 12, prévoyez de faire 2 repas différents.
 - S'isoler une semaine avant d'aller voir sa famille.
 - La communication pourrait être axée sur l'idée qu'il s'agit d'une parenthèse, et qu'il faut se dégager de l'idée des fêtes de fin d'années, pour les fêter à un autre moment.
 - La communication de la part de la ville pourrait se faire sur des **spécificités locales**. Y a-t-il des spécificités locales qui justifient que le communiqué soit spécifiquement grenoblois ?
 - Il y a une limitation de 6 adultes pour se rencontrer mais il n'y a pas de communication sur les personnes qui doivent être mises à l'écart lors de ces rencontres. **La ville pourrait donner des pistes sur les choix à faire pour les fêtes : qui inviter ?**
 - Il y a besoin de communication de la part des élu.es et du maire, sur ce sujet, qu'il faut marteler.
 - Au cours d'une intervention, il est rappelé que les élu.es sont les derniers à avoir la confiance des habitants : les policiers, les élu.es nationaux, les journalistes ne l'ont plus. Il y a besoin de les voir dans leur stature morale qui dépasse leur seule personne privée et **il est souhaitable que les élu-es portent systématiquement leur écharpe à l'extérieur** pour montrer leur

- engagement et faciliter la résolution des éventuels risques conflictuels. (port du masque, distanciation, files d'attente,...)
- **Il faut donner les moyens aux gens de se faire tester rapidement** ; des campagnes de tests massives peuvent être faites, avant le départ dans les familles.
 - Concernant le plan de dépistage massif : il faut pouvoir isoler les personnes contaminées. Il y a une campagne massive en préparation sur la région, il serait intéressant de savoir s'il y aura un accompagnement logistique et technique de la ville et La Métro sur cette campagne ? **La ville ou La Métro peut-elle mettre des moyens, notamment humains ?**
 - Le problème n'est pas celui des tests, mais de nombre de personnes capables de les réaliser, et de points de tests. **Ce sont les moyens humains qui sont nécessaires.**
 - Les personnes qui procèdent aux tests doivent-elle être uniquement des personnes issues du secteur médical ?
 - **La contagion du virus n'est pas la même dans les quartiers** de Grenoble, si une campagne massive n'est pas possible, il faudrait peut-être cibler ces quartiers en premier lieu.
 - **Les points de vaccination doivent être installés partout** : notamment sur le domaine universitaire, à la gare, à proximité de certains marchés, les centres commerciaux, tous les endroits de passage.
 - Les tests devront être faits aussi en **janvier, notamment à l'université**, avec les examens, où des étudiants seront présent en masse.
 - Le centre de dépistage qui avait été installé près de Jean Jaurès était bondé, il y avait une file d'attente de plus de cent mètres : il faut donc multiplier les centres.
 - Au retour des dernières vacances, il fallait en toutes deux semaines pour avoir les résultats, ce qui était inutile.
 - **A-t-on les moyens de faire les tests dans des temps raisonnables ?** Si on les commence à la mi-décembre, est-ce que ce ne serait pas trop tard ?
 - **On ne peut se reposer uniquement sur les tests**, qui ne sont par ailleurs pas fiables à 100% ; les gestes barrières sont importants également. Les gestes parasites (mettre le masque sous le nez, toucher son masque) sont difficiles à éradiquer.
 - **Il serait presque contre-productif de faire croire aux gens que le test suffit.** Il faut donc manier avec précaution cet outil pour éviter cet effet contre-productif.
 - Il y aura peut-être un pic de demandes de tests pendant les vacances. Le brassage de population lors des vacances peut être un problème : que pourrait faire la ville ?
 - **L'isolement des personnes démunies, des personnes âgées et des jeunes, est également problématique pour les fêtes de fin d'années.**
 - Que va faire la ville pour les repas organisés par les associations d'habitude ?
 - L'information de la ville pour ceux qui n'ont pas accès à l'information est importante, notamment pour les personnes isolées (âgées, à la rue).
 - Repousser les actions pour les fêtes à plus tard serait trop difficile : la ville pourrait mettre à disposition un lieu concret, pour permettre le lien social.
 - Il y a beaucoup de campagnes de la banque alimentaire populaire, qui devait faire un week-end de fin d'années, il a été annulé, les moments de collecte ont été annulés.

- Par ailleurs, **beaucoup de jeunes vont rester seul.es cette année** pour prévenir les risques et ne pas contaminer leurs familles, il va falloir des solutions pour limiter l'isolement. Tout en respectant les gestes barrières, la lutte contre l'isolement par un rapprochement des populations âgées et jeunes est une bonne idée.
- Concernant les personnes isolées, **la mairie a des salles qui vont rester vides, s'il manque des locaux, peut-être faudrait-il en mettre à disposition**. Les associations manquent peut-être de locaux pour maintenir la distanciation sociale et organiser des repas de fêtes de fin d'année.
- **La question des moyens les plus efficaces pour communiquer a également été soulevée :**
 - Les réseaux sociaux sont un bon moyen de communiquer, notamment pour les jeunes.
 - La gendarmerie des Vosges a un compte Twitter humoristique, et qui fait passer des messages de prévention. Être décalé dans la communication peut être une bonne idée. Il y a néanmoins un public qui n'est pas encore touché, et pour lequel il faut de l'affichage public. Sur la première vague, la ville avait engagé des médiateurs qui étaient des jeunes de l'école de la deuxième chance : au début, ils ne portaient pas bien le masque, etc. **Donc, il faut embaucher les jeunes, mais les accompagner de près, parce que la tâche n'est pas facile**, il y aura besoin d'un accompagnement fort.
 - Il faut donc utiliser tous les moyens de communication à disposition.
 - La ville pourrait communiquer sur les masques qui traînent par terre, qui sont nombreux.

Le déploiement de la vaccination en France et dans les territoires

À ce stade, le comité a souligné que le manque d'informations concernant les vaccins et leur déploiement limitait les enjeux du débat, notamment dans la définition du rôle de la ville. Néanmoins, un élément central se dégage : la nécessité, dans le prolongement de la discussion sur les fêtes de fin d'années, de ne pas marteler l'obligation des vaccins, mais de permettre aux gens de se faire un avis, dans une démarche de responsabilisation.

- **L'enjeu au niveau de la ville est plutôt de rester médiateur sur la question de la vaccination : il n'y a pas de bonne ou mauvaise solution**. Il y a beaucoup d'oppositions dans cette crise : anti et pro masques, il ne faudrait pas que cela continue dans ce sens-là avec les vaccins.
 - La question de la confiance par rapport au fait que les vaccins soient sûrs, sur les effets secondaires, est importante. La ville pourrait communiquer là-dessus.
 - Il faudrait mettre en place des lieux pour répondre aux questions.
 - **Des débats publics sur la vaccination pourraient être un bon moyen de communication. Il faut que la ville donne les moyens d'avoir un débat éclairé sur cette question**, pour donner les différents points de vue aux citoyens. Il faut pouvoir s'informer avec des sources sûres. **L'éducation populaire, pour permettre aux gens de comprendre les décisions, est très importante.**

- **La rapidité de l'élaboration du vaccin surprend**, et impacte sur la confiance qu'en ont les gens. Au niveau de la communication de la part de la ville, la question de la confiance doit être primordiale.
 - **Cinquante pour cent des gens seraient susceptibles de ne pas se faire vacciner** : cela va être un vrai problème de convaincre les gens. Le paradoxe ici est que le peuple français ingurgite des médicaments à longueur d'années sans se questionner sur leurs niveaux de dangerosité ; dans le cas présent et d'emblée ils affichent déjà une forte suspicion envers ces vaccins ; il est certain que la vaccination fait vraiment débat. **Peut-être que la municipalité peut ou doit jouer ce rôle d'explicitation du vaccin**. Le niveau national ne sera sans doute pas suffisant pour convaincre tout le monde.
 - La vaccination est un vrai geste citoyen pour se protéger soi-même bien sûr, mais aussi les autres
 - **Au delà du clivage potentiel entre pro et anti-vaccins : il y aura aussi des gens neutres**. L'objectif étant d'un certain seuil de vaccination de la population, la prise en compte de celles et ceux qui n'ont pas encore pris leur décision est importante.
 - **Il est important que les gens puissent se faire un avis, il faut permettre aux gens de pouvoir prendre leurs décisions en connaissance, les responsabiliser**. Il faudrait donc multiplier les sources d'informations, pas forcément de contradiction. La responsabilisation dans la décision est importante.
 - Il faut de la transparence : ne pas être orienté sur la nécessité de la vaccination ou pas, les gens ont besoin d'être responsabilisés. L'organisation de débats est donc une bonne chose, et il faudrait aussi montrer des articles ou arguments qui pensent par exemple la possibilité de ne pas se faire vacciner.
 - Au delà de la coordination des débats il faudrait faciliter l'accès à l'information et à toute l'information, de façon la plus exhaustive possible. Il faudrait rendre accessible les informations, sans tomber dans la vulgarisation, en évitant l'infantilisation du public.
 - On a besoin d'avoir toutes ces informations, y compris sur les effets secondaires. La ville, la Métro et le gouvernement doivent faire cet effort de communication, pour **expliquer que la vaccination est un choix personnel**. La communication doit aller dans ce sens-là, il ne faut pas axer la communication sur la nécessité absolue de se faire vacciner. **La communication sur la notion de choix paraît pertinente**.
 - Le rôle de la municipalité sur le vaccin pourrait être de communiquer pour sortir des effets d'annonce : par exemple sur le cas du vaccin contre la grippe, l'efficacité n'est que de cinquante pour cent pour les personnes âgées, donc il aurait fallu communiquer là-dessus, pour par exemple vacciner les personnes qui viennent voir les personnes âgées. Il faut donc communiquer sans chercher à faire plaisir au public.
- **Avant de communiquer, il faudrait connaître le détail de la campagne de vaccination, pour déterminer quel pourrait être le rôle de la ville, qui a été questionné sur cette question de la vaccination.**
- Peut-on préciser la notion d'enjeux de la vaccination ? Peut-être que certains domaines ne dépendent pas de la mairie.
 - Combien de temps est-on immunisé après la vaccination ? Est-ce que les gens vont être enclins tous les ans pour se faire vacciner ? La logistique que cela induit est aussi problématique. On a que des questions, et il n'y a pas de réponses : on a besoin

d'être rassurés. De façon générale, la ville a un rôle très important dans la communication, qu'elle soit sous forme de débat scientifique, à travers des actions.

- Lorsque la vaccination démarrera, la Métro et la ville auront des moyens logistiques à mettre en œuvre.
- D'autres pays vont se faire vacciner avant nous : il faudrait étudier les incidences de la vaccination chez eux. Au-dessous d'un certain seuil, cela ne sert à rien de se faire vacciner, donc tous les arguments qui pourront faire augmenter le nombre de vaccinés sont bons, quitte à différer les vaccins dans le temps pour rassurer avant.
Par ailleurs, la question de savoir quel vaccin prendre est difficile également.
- La stratégie de vaccination peut avoir une influence sur l'immunité collective, et sans savoir qui devra ou pourra s'en saisir, peut-être que la ville pourrait donner son avis. Avant, certains vaccins se faisaient à l'école : est-ce que cela pourrait être le cas ?

- **La ville doit mettre à disposition tous les moyens dont elle dispose, logistiques et matériels, pour mettre en place les vaccins, et éviter les situations compliquées que nous avons connues au niveau des tests.**

- C'est un vaccin spécial quant à sa conservation, il faudra donc une organisation au niveau de la ville ou de l'hôpital pour distribuer ce vaccin, mettre en place une logistique particulière.
- Dans la mesure où la municipalité a quand même des locaux, n'y aurait-il pas une possibilité pour que la ville mette à disposition des locaux pour monter des centres de vaccination ? On pourrait envisager un fonctionnement comme le don du sang pour la vaccination.
- A Grenoble, il y a un gros réseau d'entreprises : **dans un second temps, mettre des centres de vaccination dans les entreprises directement pourrait également être une bonne solution.** Les entreprises ont également des sites qui sont complètement vides : peut-être que les entreprises pourraient aussi participer à cet effort de mise à disposition de locaux.

- **Il faudra rappeler que malgré le vaccin, les gestes barrières ne devront pas être abandonnés.**

- Le fait que la confiance peut être facilitée par une communication axée sur la vaccination de personnalités politiques, par exemple au niveau de la ville, a fait débat : la pertinence de ce moyen de communication n'a pas été partagée.

3. Ouverture de la discussion à d'autres sujets de vigilance

- **L'attention doit être portée sur les conséquences psychiatriques de cette troisième vague.**
- **La date du 20 janvier marquera (*a priori*) la réouverture des restaurants et des bars, qui risque de voir se reproduire la même situation que l'été dernier.** La municipalité doit mettre en place une offre culturelle beaucoup plus large : musées, salles de spectacles, etc. pour éviter les rassemblements au bar où il est plus compliqué de mettre en place les gestes barrières.

- En hiver, il n'y aura pas de terrasse : il faudra être encore plus vigilant et peut-être **faciliter l'ouverture de lieux et de bars nouveaux et éphémères.**
 - La fermeture des bars, cafés, restaurant, a plus traumatisé les gens que le virus lui-même. Dans certains bars, les gestes barrières ne seront pas possibles, il faudra communiquer là-dessus.
 - **Néanmoins, la réouverture des restaurants, avec des mesures qui permette de le faire dans de bonnes conditions, est importante également.** S'il n'y a pas une relance économique de ce milieu, beaucoup d'emplois seront perdus.
-
- **Sans envisager une troisième vague, il faut capitaliser sur les acquis de ces derniers mois** et pérenniser ce qui a été mis en place lors du second confinement, par exemple sur l'ouverture de places pour les personnes victimes de violences.
 - **Il y a aussi des problématiques écologiques au-delà du COVID** et les solutions qu'on apportera au COVID-19 devront les prendre en compte.
 - **Il faut changer les comportements : la ville pourrait aider les restaurateurs à s'adapter aux conditions actuelles.** Il y a des initiatives locales, par exemple Sicklo, qui emploie des salariés, les *tupperwares* consignés en verre : il faut communiquer davantage sur ces initiatives locales. Il faudrait davantage relayer ces outils pour la suite du déconfinement.
 - **La multiplication des incohérences dans les restrictions sont insupportables. Tout est trop descendant,** c'est contre-productif. Il faut communiquer différemment.
 - **Il faut tenir compte des réalités de chacun. Certaines décisions mettent les gens hors du droit commun :** les résident.es des EHPAD autonomes ne peuvent pas aller faire leurs courses, c'est choquant. Sous prétexte de les protéger du COVID, on met les gens face à des problèmes tout aussi néfastes. Il faut qu'on vive avec la troisième vague. L'ensemble de règles que nous avons connues ne fonctionnent plus. Lors d'une troisième vague, les problèmes psychologiques qui auront été déclenchés ne permettront pas de continuer de respecter ces règles. Les gens n'ont plus le sens des raisons pour lesquelles ils appliquent certaines règles. Les gens ont besoin de savoir qu'ils sont représentés, qu'ils sont entendus quelque part.
 - Certaines personnes ne comprennent pas les règles qu'on nous impose. Il faut expliciter, faire comprendre. Il y a des gens pour qui cette période est un réel traumatisme.
 - Il faut trouver des solutions pour se confiner quand il le faut, par exemple en travaillant avec les hôtels, pour permettre aux gens d'avoir des solutions alternatives pour se confiner.
 - Il faut noter que le COVID a aussi parfois renforcé les solidarités, entre voisin.es par exemple.

Retours sur le fonctionnement du comité :

- **Sur la communication autour du comité** : il a été souligné qu'il est dommage de ne pas étendre la communication plus largement, beaucoup de gens ne sont pas au courant de l'existence du comité.
- **La question de l'après-travail du comité** est également soulevée comme une interrogation importante, qui doit être adressée et à laquelle la mairie pourrait répondre par un retour sur les mesures ou décisions qui sont prises (ou ne peuvent pas l'être) à la suite des avis et recommandations du comité.
- **L'anticipation dans les éléments à envoyer pour chaque comité a également été soulevée.**
- **Concernant le contenu des sujets du comité** : le travail sur les deux débats, où il existe encore une marge dans la décision, paraît le plus pertinent ; en revanche le travail sur un sujet déjà en œuvre est moins intéressant, la question de la compétence des participants sur ces sujets est également évoquée. Par ailleurs, la présence de personnes qui ont conçu la mesure pourrait être pertinente.
- **Un retour de la cellule de gestion de crise** sur ce qui est possible ou pas de mettre en place, et peut-être un échange, un retour, serait appréciable.
- **Questions soumises au vote** : Les questions soumises au vote ne doivent pas seulement concerner le seul texte proposé à la commission mais devraient concerner l'ensemble du texte initial ainsi que les amendements proposés par le comité.
- En cas de vote, **les options possibles doivent être proposées préalablement au vote** afin que chacun puisse se déterminer en toute connaissance de cause.